

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 48.014/2
DU 17 MAI 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le 23 mars 2010, le Ministre de la Justice, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 20 mai 2010^(*), sur un projet d'arrêté royal portant exécution de l'article 84 de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises", a donné l'avis suivant :

^(*) Par courriel du 25 mars 2010.

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

Les dispositions modifiées par l'avant-projet peuvent s'appliquer à des situations concernées par des procédures de concordat en cours, initiées sur la base de la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire.

En effet, en vertu de l'article 85 de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises, les "procédures en concordat judiciaire en cours au moment de l'entrée en vigueur" de cette loi restent soumises à la loi précitée du 17 juillet 1997.

La terminologie résultant de cette dernière loi et les références qui y sont faites doivent donc demeurer en vigueur à titre transitoire pour ces procédures concordataires en cours.

.../...

Il est suggéré en conséquence de compléter le projet par une disposition aux termes de laquelle l'entrée en vigueur du projet a lieu sous réserve du maintien, à titre transitoire, de la terminologie et des références résultant de l'application transitoire de la loi précitée du 17 juillet 1997 conformément à l'article 85 de la loi précitée du 31 janvier 2009.

Observations particulières

Préambule

1. Comme l'indique son intitulé, le projet se fonde notamment sur l'article 84 de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises, suivant lequel

"Le Roi met la terminologie et les références des lois en vigueur en concordance avec la présente loi".

C'est donc dans cette habilitation que doivent trouver leur fondement les modifications de diverses normes législatives prévues par les articles 1^{er} à 49 du projet. Puisque cette disposition constitue l'un des fondements légaux du projet, elle doit être mentionnée comme telle au début de son préambule.

2. Les modifications d'arrêtés faisant l'objet des articles suivants du projet ne peuvent, quant à elles, se fonder sur l'habilitation précitée.

Il y a par conséquent lieu de viser également au début du préambule, à titre de fondements juridiques, les dispositions légales que les dispositions modifiées mettent en œuvre dans ces arrêtés.

Doivent donc aussi y être visés, dans l'ordre chronologique et avec la mention des modifications encore en vigueur que ces dispositions légales ont subies :

- 1/ pour la modification, en projet à l'article 50, de l'article 2 de l'arrêté royal du 1^{er} février 1984 relatif au droit aux allocations de chômage des travailleurs âgés licenciés : les dispositions pertinentes de l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;
- 2/ pour les modifications, en projet aux articles 52, 59, 75 et 76, de l'article 67 de l'arrêté royal du 4 mars 1991 relatif à certains organismes de placement collectif, de l'article 51 de l'arrêté royal du 10 avril 1995 relatif aux sicaf immobilières, de l'article 72 de l'arrêté royal du 4 mars 2005 relatif à certains organismes de placement collectif publics et de l'article 2 de l'arrêté royal du 7 mars 2006 relatif aux prêts de titres par certains organismes de placement collectif : l'article 65 de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement;
- 3/ pour la modification, en projet à l'article 53, de l'article 4 de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1992 pris en exécution du chapitre III du titre III de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses, relatif à la cotisation unique à charge des sociétés, destinée au statut social des travailleurs indépendants : l'article 79, 4/, de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses ¹
- 4/ pour les modifications, en projet aux articles 54 à 56, de l'arrêté royal du 22 décembre 1992 réglant l'organisation et le fonctionnement du Fonds de Participation : les dispositions pertinentes de l'article 74 de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières;

⁽¹⁾ Cette disposition légale devrait d'ailleurs aussi être adaptée en exécution de l'article 84 de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises.

- 5/ pour la modification, en projet à l'article 57, de l'article 3 de l'arrêté royal du 15 mars 1993 pris en exécution du chapitre II du titre III de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, relatif à l'instauration d'une cotisation annuelle à charge des sociétés, destinée au statut social des travailleurs indépendants : l'article 94, 8/, de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses ²;
- 6/ pour la modification, en projet à l'article 58, de l'article 14 de l'arrêté royal du 26 mai 1994 relatif à la perception et à la bonification du précompte mobilier conformément au chapitre I^{er} de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières : l'article 16, alinéa 1^{er}, 8/, de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières;
- 7/ pour les modifications, en projet aux articles 60 à 66, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et de l'arrêté royal du 18 juin 1996 relatif à la mise en concurrence dans le cadre de la Communauté européenne de certains marchés de travaux, de fournitures et de services, dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux : les dispositions pertinentes de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;
- 8/ pour la modification, en projet à l'article 67, de l'article 326 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 : l'article 164, alinéa 4, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;
- 9/ pour la modification, en projet à l'article 68, de l'article 56 de l'arrêté royal du 18 avril 1997 relatif aux organismes de placement investissant dans des sociétés non cotées et dans des sociétés en croissance : l'article 77 de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement;

⁽²⁾ Cette disposition légale devrait aussi être adaptée en exécution de l'article 84 de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises.

- 10/ pour la modification, en projet à l'article 69, de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 24 novembre 1998 portant exécution de l'article 8bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, relatif à l'octroi d'une dispense de la formalité de l'enregistrement pour certaines catégories d'actes : l'article 8bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe;
- 11/ pour la modification, en projet à l'article 70, de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 21 décembre 1998 fixant les modalités d'accès aux données relatives aux protêts publiés d'effets de commerce : l'article 14 de la loi du 10 juin 1997 portant des dispositions diverses relatives aux protêts;
- 12/ pour la modification, en projet à l'article 71, de l'article 2 de l'arrêté royal du 20 décembre 2000 relatif aux conditions et à la procédure d'octroi des concessions domaniales pour la construction et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'eau, des courants ou des vents, dans les espaces marins sur lesquels la Belgique peut exercer sa juridiction conformément au droit international de la mer : l'article 6, § 2, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité;
- 13/ pour la modification, en projet à l'article 72 ³, de l'article 5 de l'arrêté royal du 12 mars 2002 relatif aux modalités de pose de câbles d'énergie électrique qui pénètrent dans la mer territoriale ou dans le territoire national ou qui sont installés ou utilisés dans le cadre de l'exploration du plateau continental, de l'exploitation des ressources minérales et autres ressources non vivantes ou de l'exploitation d'îles artificielles, d'installations ou d'ouvrages relevant de la juridiction belge : l'article 4 de la loi du 13 juin 1969 sur l'exploration et l'exploitation des ressources non vivantes de la mer territoriale et du plateau continental;

(3) Dans cet article, il y a également lieu de prévoir, comme dans l'article 71 du projet, le remplacement des mots "le concordat" par les mots "la réorganisation judiciaire".

- 14/ pour la modification, en projet à l'article 74, de l'article 2 de l'arrêté royal du 15 juin 2003 portant exécution de l'article 23 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce et création des guichets d'entreprises agréés : l'article 23, § 4, de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions;
- 15/ pour la modification, en projet à l'article 77, de l'article 10 de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2006 portant sur la promotion des possibilités d'emploi, la qualité des conditions de travail ou l'organisation du travail des travailleurs âgés dans le cadre du Fonds de l'expérience professionnelle : l'article 31 de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs;
- 16/ pour les modifications, en projet aux articles 78 et 79, de l'arrêté royal du 23 mars 2007 portant exécution de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises : les articles 65, alinéa 2, et 69, alinéa 6, de cette loi;
- 17/ pour les modifications, en projet aux articles 80 à 83, de l'arrêté royal du 27 avril 2007 fixant les modalités du mécanisme ouvert de désignation du prestataire de la composante du service universel des communications électroniques consistant en la mise à disposition de postes téléphoniques publics, de l'arrêté royal du 27 avril 2007 fixant les modalités du mécanisme ouvert de désignation du prestataire de l'annuaire universel, de l'arrêté royal du 27 avril 2007 fixant les modalités du mécanisme ouvert de désignation du prestataire de la composante géographique fixe du service universel des communications électroniques et de l'arrêté royal du 27 avril 2007 fixant les modalités du mécanisme ouvert de désignation du prestataire du service universel de renseignements téléphoniques : les articles 71, § 2, 76, § 2, 80, § 2, alinéa 2, et 87, § 2, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;

18/ pour les modifications, en projet aux articles 84 à 86, de l'arrêté royal du 16 mars 2009 relatif à la protection des dépôts et des assurances sur la vie par le Fonds spécial de protection des dépôts et des assurances sur la vie : l'article 117bis, alinéa 1^{er}, 1/, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

En ce qui concerne la modification en projet à l'article 51, de l'article 49 de l'arrêté royal du 4 mars 1991 relatif à certains organismes de placement collectif, le Conseil d'État n'en voit pas l'utilité, puisque cet article 49 est abrogé par l'article 147, alinéa 2, de l'arrêté royal du 4 mars 2005 relatif à certains organismes de placement collectif publics, « avec effet au 14 février 2007 ». Les interdictions prévues par cet article abrogé le sont désormais par l'article 72 de l'arrêté royal du 4 mars 2005 relatif à certains organismes de placement collectif publics, que l'article 75 du projet tend à modifier.

Il en va de même pour l'article 33 de l'arrêté royal du 12 mars 2003 relatif aux conditions d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire, que l'article 73 du projet tend à modifier malgré son abrogation par l'article 72 de la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire.

Les modifications en projet à l'article 87 concernent un arrêté ministériel. Il serait préférable de le modifier par un autre arrêté ministériel. À défaut, toute modification ultérieure du texte ainsi modifié devrait être opérée par un arrêté royal.

3. À l'avant-dernier alinéa, la formule "§ 1^{er}," doit être insérée entre "l'article 84," et "alinéa 1^{er}".

Dispositif

Article 1^{er}

De l'accord de la déléguée, l'article 1^{er} du projet, qui tend à modifier l'article 1613 du Code civil, doit être omis parce qu'il excède l'habilitation prévue par l'article 84 de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises.

La déléguée a en effet marqué son accord sur les considérations suivantes qui lui ont été soumises :

"Actuellement, [l'article 1613 du Code civil] vise exclusivement le cas suivant : «l'acheteur est tombé en faillite ou en état de déconfiture». Il doit être rapproché de l'article 1188 du Code civil, en vertu duquel la faillite et la déconfiture entraînent la déchéance du terme. La simple éventualité ou perspective d'une faillite ou d'une déconfiture ne suffit pas à autoriser le vendeur à se prévaloir de l'article 1613 du Code civil. Le concordat ne me paraît pas non plus pouvoir être assimilé à la faillite déclarée qui permet au vendeur d'invoquer cette disposition.

Pensez-vous dès lors que la modification en projet à l'article 1^{er} puisse trouver un fondement suffisant dans l'article 84 de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises, qui permet seulement de mettre la terminologie et les références des lois en vigueur en concordance avec cette loi ? Le débiteur qui sollicite la réorganisation judiciaire ne peut être déclaré en faillite et le but de la procédure est de lui accorder un sursis de paiement, ce qui est l'inverse de la déchéance du terme prévue en cas de faillite. Pour le reste, l'article 35, § 1^{er}, de la loi du 31 janvier 2009 dispose que «Nonobstant toutes stipulations contractuelles contraires, la demande ou l'ouverture de la procédure de réorganisation judiciaire ne met pas fin aux contrats en cours ni aux modalités de leur exécution». J'en déduis que le vendeur ne peut se prévaloir de l'article 1613 du Code civil pour se soustraire à son obligation contractuelle de délivrance".

Article 2

Compte tenu de la limite de la compétence octroyée au Roi par l'article 84 de la loi précitée du 31 janvier 2009, le projet ne peut modifier le sens des dispositions concernées.

En conséquence, la disposition par laquelle, à l'article 49, § 1^{er}, du Code du commerce (article 49 du livre II, "De la navigation maritime et de la navigation intérieure"), il est question d'un jugement qui "accorde" le sursis de paiement ou "homologue" le concordat judiciaire ne peut être remplacé par une disposition qui évoque le seul fait d'un jugement qui "statue sur" une demande d'homologation du plan de réorganisation.

Il convient d'écrire "homologue le plan de réorganisation ou ordonne...".

La même observation vaut pour l'article 13 du projet.

Article 23

Pour des motifs analogues à ceux énoncés dans l'observation formulée sur l'article 2, il n'est pas admissible que l'article 23, 3/, remplace la référence à "la mise en concordat judiciaire" par une référence plus généralement formulée à "la procédure en réorganisation judiciaire".

Il convient de se référer plutôt à "l'homologation d'un plan de réorganisation" et à "la décision d'ordonner le transfert sous autorité de justice".

Observation finale

1. À la suite d'une erreur matérielle, l'article d'exécution ne figure pas sous une disposition séparée de l'article 87, à la fin du projet.

Cette erreur doit être rectifiée.

2. L'exactitude des références aux textes modifiés devrait être vérifiée.

Ainsi, à titre d'exemple, à l'article 28 du projet, ce n'est pas le paragraphe 2, 7/, de l'article 19 de la loi du 22 mai 2001 relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés qui doit être modifié, mais le paragraphe 3, 7/, de cette disposition.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. KEUTGEN,	assesseurs de la section de législation,
Mesdames	A. WEYEMBERGH,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.014/2
VAN 17 MAI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 23 maart 2010 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 20 mei 2010 (*), van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 84 van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen", heeft het volgende advies gegeven :

(*) Bij e-mail van 25 maart 2010.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

De bepalingen die bij het voorontwerp gewijzigd worden, kunnen gelden voor situaties die vallen onder lopende procedures van gerechtelijk akkoord, die ingezet zijn op grond van de wet van 17 juli 1997 op het gerechtelijk akkoord.

Immers, krachtens artikel 85 van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen blijft voor "de procedures van gerechtelijk akkoord die lopen op het ogenblik van de inwerkingtreding" van die wet de voormelde wet van 17 juli 1997 gelden.

.../...

De terminologie die in laatstgenoemde wet gebezigd wordt en de verwijzingen die ze bevat, moeten dan ook bij wijze van overgangsmaatregel in werking blijven voor die lopende procedures van gerechtelijk akkoord.

Bijgevolg wordt voorgesteld om het ontwerp aan te vullen met een bepaling naar luid waarvan het ontwerp in werking treedt onder voorbehoud van het behoud, bij wijze van overgangsmaatregel, van de terminologie en de verwijzingen die voortvloeien uit de toepassing van de voormelde wet van 17 juli 1997 overeenkomstig de overgangsbepaling van artikel 85 van de voornoemde wet van 31 januari 2009.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Zoals in het opschrift wordt aangegeven, steunt het ontwerp inzonderheid op artikel 84 van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen, welk artikel als volgt luidt :

"De Koning brengt de terminologie en de verwijzingen van de geldende wetten in overeenstemming met deze wet".

In die opdracht van bevoegdheid moet dan ook een rechtsgrond worden gevonden voor de wijzigingen van de onderscheiden rechtsregels die de artikelen 1 tot 49 van het ontwerp geven. Aangezien deze bepaling een van de rechtsgronden van het ontwerp is, dient ze als zodanig vooraan in de aanhef ervan te worden vermeld.

2. De wijzigingen van besluiten waarop de daaropvolgende artikelen van het ontwerp betrekking hebben, kunnen, hunnerzijds, niet op de voornoemde opdracht van bevoegdheid steunen.

Bijgevolg dient vooraan in de aanhef, bij wijze van rechtsgrond, eveneens te worden verwezen naar de wetsbepalingen die door de gewijzigde bepalingen in die besluiten ten uitvoer worden gelegd.

.../...

Daarin dienen dus eveneens te worden vermeld, in chronologische volgorde en met opgave van de nog geldende wijzigingen die deze wetsbepalingen hebben ondergaan :

- 1/ voor de bij artikel 50 ontworpen wijziging van artikel 2 van het koninklijk besluit van 1 februari 1984 betreffende het recht op werkloosheidsuitkeringen van bejaarde werknemers : de relevante bepalingen van artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;
- 2/ voor de bij de artikelen 52, 59, 75 en 76 ontworpen wijzigingen van artikel 67 van het koninklijk besluit van 4 maart 1991 met betrekking tot bepaalde instellingen voor collectieve belegging, van artikel 51 van het koninklijk besluit van 10 april 1995 met betrekking tot vastgoedbevaks, van artikel 72 van het koninklijk besluit van 4 maart 2005 met betrekking tot bepaalde openbare instellingen voor collectieve belegging en van artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 maart 2006 met betrekking tot de effectenleningen door bepaalde instellingen voor collectieve belegging : artikel 65 van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles;
- 3/ voor de bij artikel 53 ontworpen wijziging van artikel 4 van het koninklijk besluit van 1 juli 1992 tot uitvoering van hoofdstuk III van titel III van de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, met betrekking tot de eenmalige bijdrage ten laste van de vennootschappen bestemd voor het sociaal statuut der zelfstandigen : artikel 79, 4/, van de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen ¹;
- 4/ voor de bij de artikel 54 tot 56 ontworpen wijzigingen van het koninklijk besluit van 22 december 1992 tot regeling van de organisatie en de werking van het Participatiefonds : de relevante bepalingen van artikel 74 van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen;

⁽¹⁾ Die wetsbepaling zou overigens eveneens aangepast moeten worden ter uitvoering van artikel 84 van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen.

- 5/ voor de bij artikel 57 ontworpen wijziging van artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 maart 1993 tot uitvoering van hoofdstuk II van titel III van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, met betrekking tot de invoering van een jaarlijkse bijdrage ten laste van de vennootschappen bestemd voor het sociaal statuut der zelfstandigen : artikel 94, 8/, van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen ²;
- 6/ voor de bij artikel 58 ontworpen wijziging van artikel 14 van het koninklijk besluit van 26 mei 1994 over de inhouding en de vergoeding van de roerende voorheffing overeenkomstig hoofdstuk I van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de transacties met bepaalde effecten : artikel 16, eerste lid, 8/, van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de transacties met bepaalde effecten;
- 7/ voor de bij de artikelen 60 tot 66 ontworpen wijzigingen van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en postdiensten en van het koninklijk besluit van 18 juni 1996 betreffende de mededinging in het raam van de Europese Gemeenschap van sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en postdiensten : de relevante bepalingen van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
- 8/ voor de bij artikel 67 ontworpen wijziging van artikel 326 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994 : artikel 164, vierde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

(2) Die wetsbepaling zou overigens eveneens aangepast moeten worden ter uitvoering van artikel 84 van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen.

- 9/ voor de bij artikel 68 ontworpen wijziging van artikel 56 van het koninklijk besluit van 18 april 1997 met betrekking tot de instellingen voor belegging in niet-genoteerde vennootschappen en in groeibedrijven : artikel 77 van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles;
- 10/ voor de bij artikel 69 ontworpen wijziging van artikel 1 van het koninklijk besluit van 24 november 1998 tot uitvoering van artikel 8bis van het Wetboek der Registratie-, Hypotheek- en Griffierechten betreffende het vrijstellen van een bepaalde categorie van akten van de registratieformaliteit : artikel 8bis van het Wetboek der Registratie-, Hypotheek- en Griffierechten;
- 11/ voor de bij artikel 70 ontworpen wijziging van artikel 1 van het koninklijk besluit van 21 december 1998 tot vaststelling van de toegangsmodaliteiten tot de gegevens betreffende bekendgemaakte protesten van handelspapier : artikel 14 van de wet van 10 juni 1997 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de protesten;
- 12/ voor de bij artikel 71 ontworpen wijziging van artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 december 2000 betreffende de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van domeinconcessies voor de bouw en de exploitatie van installaties voor de productie van elektriciteit uit water, stromen of winden, in de zeegebieden waarin België rechtsmacht kan uitoefenen overeenkomstig het internationaal zeerecht : artikel 6, § 2, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;
- 13/ voor de bij artikel 72 ³ ontworpen wijziging van artikel 5 van het koninklijk besluit van 12 maart 2002 betreffende de nadere regels voor het leggen van elektriciteitskabels die in de territoriale zee of het nationaal grondgebied binnenkomen of die geplaatst of gebruikt worden in het kader van de exploratie van het continentaal plat, de exploitatie van de minerale rijkdommen en andere niet-levende rijkdommen daarvan of van de werkzaamheden van kunstmatige eilanden, installaties of inrichtingen die onder Belgische rechtsmacht

(3) In dat artikel dient, zoals in artikel 71 van het ontwerp, te worden bepaald dat de woorden "het gerechtelijk akkoord" vervangen worden door de woorden "de gerechtelijke reorganisatie".

- vallen : artikel 4 van de wet van 13 juni 1969 inzake de exploratie en de exploitatie van niet-levende rijkdommen van de territoriale zee en het continentaal plat;
- 14/ voor de bij artikel 74 ontworpen wijziging van artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 juni 2003 tot uitvoering van artikel 23 van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister en tot oprichting van erkende ondernemingsloketten : artikel 23, § 4, van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen;
- 15/ voor de bij artikel 77 ontworpen wijziging van artikel 10 van het koninklijk besluit van 1 juli 2006 tot bevordering van de arbeidsmogelijkheden, de kwaliteit van de arbeidsvoorwaarden of de organisatie van de arbeid van oudere werknemers in het kader van het Ervaringsfonds : artikel 31 van de wet van 5 september 2001 tot de verbetering van de werkgelegenheidsgraad van de werknemers;
- 16/ voor de bij de artikelen 78 en 79 ontworpen wijzigingen van het koninklijk besluit van 23 maart 2007 tot uitvoering van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen : de artikelen 65, tweede lid, en 69, zesde lid, van die wet;
- 17/ voor de bij de artikelen 80 tot 83 ontworpen wijzigingen van het koninklijk besluit van 27 april 2007 tot vaststelling van de nadere regels van het open mechanisme voor het aanwijzen van de aanbieder van het element van de universele dienst inzake elektronische communicatie dat bestaat in de beschikbaarstelling van openbare telefoons, van het koninklijk besluit van 27 april 2007 tot vaststelling van de nadere regels van het open mechanisme voor het aanwijzen van de aanbieder van de universele telefoongids, van het koninklijk besluit van 27 april 2007 tot vaststelling van de nadere regels van het open mechanisme voor het aanwijzen van de aanbieder van het vaste geografische element van de universele dienst inzake elektronische communicatie en van het koninklijk besluit van 27 april 2007 tot vaststelling van de nadere regels van het open mechanisme voor het aanwijzen van de aanbieder van de universele telefooninlichtingendienst : de artikelen 71, § 2, 76, § 2, 80, § 2, tweede lid, en 87, § 2, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

18/ voor de bij de artikelen 84 tot 86 ontworpen wijzigingen van het koninklijk besluit van 16 maart 2009 betreffende de bescherming van deposito's en levensverzekeringen door het Bijzonder Beschermingsfonds voor deposito's en levensverzekeringen : artikel 117*bis*, eerste lid, 1/, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten.

Wat betreft de bij artikel 51 ontworpen wijziging van artikel 49 van het koninklijk besluit van 4 maart 1991 met betrekking tot bepaalde instellingen voor collectieve belegging, is het de Raad van State niet duidelijk wat het nut ervan is, aangezien dat artikel 49 "met ingang van 14 februari 2007" opgeheven is bij artikel 147, tweede lid, van het koninklijk besluit van 4 maart 2005 met betrekking tot bepaalde openbare instellingen voor collectieve belegging. De verbodsbepalingen in dat opgeheven artikel, zijn thans opgenomen in artikel 72 van het koninklijk besluit van 4 maart 2005 met betrekking tot bepaalde openbare instellingen voor collectieve belegging, waarvan artikel 75 van het ontwerp de wijziging beoogt.

Hetzelfde geldt voor artikel 33 van het koninklijk besluit van 12 maart 2003 betreffende de voorwaarden voor het gebruik van de spoorweginfrastructuur, dat men van zins is via artikel 73 van het ontwerp te wijzigen, ondanks de opheffing ervan bij artikel 72 van de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur.

De bij artikel 87 ontworpen wijzigingen hebben betrekking op een ministerieel besluit. Het is verkieslijk dat dat besluit gewijzigd wordt door een ander ministerieel besluit, zo niet zal elke latere wijziging van de aldus gewijzigde tekst bij koninklijk besluit moeten geschieden.

3. In het voorlaatste lid dient de vermelding "§ 1," ingevoegd te worden tussen de vermelding "artikel 84," en de woorden "eerste lid".

Dispositief

Artikel 1

De gemachtigde van de minister stemt ermee in dat artikel 1 van het ontwerp, dat artikel 1613 van het Burgerlijk Wetboek beoogt te wijzigen, moet vervallen omdat het verder reikt dan de machtiging waarin voorzien wordt door artikel 84 van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen.

De gemachtigde van de minister heeft immers ingestemd met de volgende overwegingen, die aan haar zijn voorgelegd :

"Actuellement, [l'article 1613 du Code civil] vise exclusivement le cas suivant : «l'acheteur est tombé en faillite ou en état de déconfiture». Il doit être rapproché de l'article 1188 du Code civil, en vertu duquel la faillite et la déconfiture entraînent la déchéance du terme. La simple éventualité ou perspective d'une faillite ou d'une déconfiture ne suffit pas à autoriser le vendeur à se prévaloir de l'article 1613 du Code civil. Le concordat ne me paraît pas non plus pouvoir être assimilé à la faillite déclarée qui permet au vendeur d'invoquer cette disposition.

Pensez-vous dès lors que la modification en projet à l'article 1^{er} puisse trouver un fondement suffisant dans l'article 84 de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises, qui permet seulement de mettre la terminologie et les références des lois en vigueur en concordance avec cette loi ? Le débiteur qui sollicite la réorganisation judiciaire ne peut être déclaré en faillite et le but de la procédure est de lui accorder un sursis de paiement, ce qui est l'inverse de la déchéance du terme prévue en cas de faillite. Pour le reste, l'article 35, § 1^{er}, de la loi du 31 janvier 2009 dispose que «Nonobstant toutes stipulations contractuelles contraires, la demande ou l'ouverture de la procédure de réorganisation judiciaire ne met pas fin aux contrats en cours ni aux modalités de leur exécution». J'en déduis que le vendeur ne peut se prévaloir de l'article 1613 du Code civil pour se soustraire à son obligation contractuelle de délivrance".

Artikel 2

Gelet op de beperking op de bevoegdheid die aan de Koning is verleend door artikel 84 van de voornoemde wet van 31 januari 2009, mag het ontwerp de betekenis van de betreffende bepalingen niet wijzigen.

Bijgevolg mag de bepaling in artikel 49, § 1, van het Wetboek van Koophandel (artikel 49 van boek II, "Zeevaart en Binnenvaart"), waarin sprake is van een vonnis dat uitstel van betaling "verleent" of het gerechtelijk akkoord "homologeert", niet worden vervangen door een bepaling waarin alleen sprake is van een vonnis dat "uitspraak doet" over een homologatieaanvraag van het reorganisatieplan.

Er behoort geschreven te worden : "het reorganisatieplan homologeert of de overdracht onder gerechtelijk gezag beveelt".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 13 van het ontwerp.

Artikel 23

Om soortgelijke redenen als die welke uiteengezet zijn in de opmerking betreffende artikel 2, kan niet worden toegestaan dat artikel 23, 3/, de woorden "het gerechtelijk akkoord" vervangt door een meer algemeen gestelde uitdrukking "de procedure van gerechtelijke reorganisatie".

Er behoort veeleer gewerkt te worden met "de homologatie van een reorganisatieplan" en "de beslissing om de overdracht onder gerechtelijk gezag te bevelen".

Slotopmerking

1. Door een materiële vergissing staat het uitvoeringsformulier niet onder een bepaling die losstaat van artikel 87 aan het eind van het ontwerp.

Deze vergissing moet ongedaan worden gemaakt.

2. De juistheid van de verwijzingen naar de gewijzigde teksten dient te worden nagegaan.

Aldus moet bijvoorbeeld in artikel 28 van het ontwerp niet paragraaf 2, 7/, van artikel 19 van de wet van 22 mei 2001 betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal en in de winst van de vennootschappen, gewijzigd worden, maar wel paragraaf 3, 7/, van die bepaling.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	G. KEUTGEN,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
de Dames	A. WEYEMBERGH,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B.VIGNERON

Y. KREINS